



**Au lendemain de l'élimination du Cameroun au mondial 2022, le journal algérien « Echorouk » a titré : « Les Camerounais retournent dans leur jungle sans pois chiche ni haricots ».**

Un titre hautement fustigé sur les réseaux sociaux pour son caractère particulièrement raciste.

A en croire, le site **Marianne.Net**, cette titraille controversée a été retirée et remplacée par un titre plus laconique : **«Le Cameroun quitte la Coupe du monde au premier tour».**

Le propriétaire du compte Twitter qui a largement diffusé l'information, Carl Johnson, assure avoir été « menacé de mort » depuis qu'il a lancé l'alerte sur le caractère raciste du titre.

RACISME. Voilà comment le journal le plus vendu d'Algérie ?? a titré la défaite du Cameroun ?? :

« Le Cameroun ?? retourne dans sa jungle... » [pic.twitter.com/vPCcVJMTXQ](https://pic.twitter.com/vPCcVJMTXQ)

— Carl Johnson (@Crl\_Johnson) [December 5, 2022](#)

« Sur Twitter toujours, beaucoup de comptes affichant un drapeau algérien ont tenté de défendre le journal, estimant que pour des « lions » (le surnom des joueurs camerounais), il était normal de "retourner dans la jungle" », explique Carl Johnson.

Il faut dire que le climat est particulièrement tendu entre le Cameroun et l'Algérie depuis depuis les barrages retour de la Coupe du monde en mars dernier à Blida, avec notamment l'élimination surprise des Fennecs.

Depuis lors, les camerounais sont la cible des agissements algériens. Samuel Eto'o a d'ailleurs fait les frais de ces harcèlements. Lundi soir, après la rencontre Brésil vs Corée du Sud, Samuel Eto'o est sorti de ses gonds, et a porté [un violent coup de pieds](#) sur le ventre d'un Youtubeur algérien.

Ce dernier aurait eu un échange au cours duquel il demandait combien Samuel Eto'o avait versé comme pot-de-vin à l'arbitre gambien Bakary Papa Gassama lors du match Algérie vs Cameroun du 29 mars.

Samuel Eto'o a finalement présenté des excuses pour son geste, dénonçant dans le même texte ce « harcèlement » par des supporters algériens et invitant les autorités algériennes à mettre fin à cette doctrine délétère.